

Financement des Collectivités Territoriales au Mali : Quelles améliorations? Étude de cas de quatre communes des cercles de Sikasso et de Bougouni.

Ibrahima SAMAKÉ, Moctar KONÉ, Balla DIARRA
(IPR/IFRA de Katibougou)

Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée ISFRA Bamako.
Email : degne2@yahoo.fr

RESUME : À la fin des années 1990, le Mali comme plusieurs pays d'Afrique s'est engagé dans un processus de décentralisation de la gestion publique en créant des collectivités territoriales dotées de l'autonomie financière et s'administrant librement.

Cette autonomie de gestion des affaires locales accordée aux collectivités sous le contrôle de la tutelle a été établie par la loi¹ n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des collectivités, modifiée par la loi n° 96-056 du 16 octobre 1996.

La réforme avait deux objectifs : l'approfondissement de la démocratie et le développement économique local. Après une décennie de mise en œuvre, où en sommes-nous ? Et surtout quelles sont les enjeux de cette politique ?

Il est tout à fait évident que la démocratie locale a évolué avec le choix des dirigeants locaux par l'élection ou l'implication des populations à l'élaboration, à la mise en œuvre et au contrôle des affaires locales. De l'autre côté, les résultats produits par la décentralisation en matière de fourniture de biens et de services publics et de promotion du développement économique local se résument pour l'instant à la réalisation d'infrastructures locales.

À cet effet, les collectivités territoriales disposent d'un budget et des ressources propres, qu'elles mobilisent dans le cadre de la mise en œuvre dudit budget.

Le potentiel fiscal des communes recouvré dans son entièreté est loin d'assurer les charges de fonctionnement, cela constitue une menace pour la survie du processus. Cette étude révèle une prépondérance de ressources financières extérieures dans le financement des collectivités. En 2015 et 2016 les subventions cumulées allouées aux collectivités s'élèvent à 50 997 048 810 FCFA dont 44 619 712 632 FCFA proviennent des partenaires, soient 93,21%.

L'analyse de la mobilisation des ressources propres donne des résultats peu satisfaisants au niveau national soit 51% contre un taux de recouvrement de 56% pour les communes d'étude pour l'exercice budgétaire 2014/2016.

En somme sur le terrain le processus de décentralisation semble se résumer à la réalisation d'infrastructures socio de base financé à travers les fonds des partenaires extérieurs.

Mots clés : Décentralisation, Collectivité Décentralisée, Démocratie, Ressources propres, Fiscalité

I. Introduction

Les collectivités locales au niveau de la région de Sikasso sont aujourd'hui

confrontées à la faible mobilisation des ressources fiscales locales, ce qui explique le problème de fonctionnalité et la non

¹ I. SAMAKÉ. (2016). Décentralisation, organisations paysannes, enjeux et perspectives de développement. Cas de la région de Sikasso. Thèse de doctorat. ISFRA. 148. P.

réalisation des biens et services au profit, de la communauté.

Il faut souligner le manque de décision politique de transférer au moins 50% des ressources budgétaires publiques aux collectivités décentralisées afin d'améliorer le fonctionnement de la chaîne fiscale (assiette et recouvrement) au niveau des collectivités décentralisées.

La non rationalisation de la structure des impôts locaux (concentrer les moyens sur les impôts qui rapportent (activités économiques et biens notamment).

La non compensation des pertes et des moins-values fiscales subies par les collectivités quand l'État accorde des exonérations aux usines, opérateurs miniers... etc. Qui fait un manque à gagner d'au moins 40% la taille de leur budget d'investissement.

La non-conformité du système fiscal des collectivités à leurs besoins de financement.

II. Objectif général

Amélioration de la mobilisation des ressources financières des collectivités territoriales au niveau de la région et accroître les dotations budgétaires de l'État aux communes

III. Objectifs spécifiques

- 1) - Identifier les partenaires techniques et financiers au niveau de la région dans le cadre de l'amélioration de la mobilisation des ressources locales propres ;
- 2) - Établir une orientation stratégique pour chaque commune étudiée pour une meilleure fonctionnalité dans le cadre du développement local ;
- 3) - Retracer les opérations d'exécution du budget réalisées par l'ordonnateur des communes concernées de trois exercices pour faire un état des lieux de l'amélioration de la mobilisation des ressources propres ;
- 4) - Déterminer les types d'impôt et taxes pour les communes.

III. Méthodologie

3.1. Revue documentaire

La recherche bibliographique a permis de collecter des informations sur la décentralisation et les ressources financières des communes au Mali et en particulier au niveau des communes étudiées.

Cette documentation s'est déroulée à différents niveaux (local, régional, et national). Elle a consisté à la visite de site d'internet, l'exploitation de rapports, de mémoires, de thèses, de manuels, d'articles et de livres ayant trait à la décentralisation et à la finance locale dans les bibliothèques des Instituts, de l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT), du Ministère de l'Administration Territoriales et des Collectivités Locales (MATCL), de la Direction Nationale des Collectivités Territoriales(DNCT), etc.

La revue de littérature a touché les aspects suivants :

La situation géographique, politique et économique des communes étudiées ;

La décentralisation et la finance locale au niveau des communes étudiées, leurs acquis et faiblesses ;

Les informations collectées ont contribué, au choix de l'approche méthodologie appropriée pour notre étude, à faciliter la conception et la formulation des hypothèses et des questions de recherche et le placement de l'étude dans son contexte.

3.2. Échantillonnage

La région de Sikasso a été choisie comme zone d'étude à cause du fait qu'elle regorge d'une multitude de structure collective de différents types et presque dans tous les secteurs d'activités. Ceci est dû probablement au fait que Sikasso est la région agricole la plus arrosée avec certains aménagements hydro agricoles, et une potentialité d'élevage et de pêche.

Les critères qui ont guidés le choix des cercles de Bougouni et celui de Sikasso sont :

- Le cercle de Bougouni

Il est composé de 26 communes, 456 villages et une population de 409 506

habitants. Le chef-lieu de la commune urbaine de Bougouni, traite avec plusieurs partenaires techniques et financiers. Une coopération décentralisée « BULOMBA » fournit aux collectivités territoriales membres une assistance générale à l'exercice de la maîtrise d'ouvrage du développement, se caractérisant par la gestion de Services Communs.

Malheureusement on déplore le manque de synergie entre les différents acteurs et la faible capacité des élus en matière de mobilisation des ressources locales propres. Cela se traduit de façon générale par une situation financière négative au niveau du budget communal. À la clôture de l'exercice budgétaire 2012-2013 les résultats d'exécution du budget a donné un solde négatif de 401 972 613 FCFA.

- **Le cercle de Sikasso**

Il est composé de 43 communes, 489 villages et une population de 818 254 habitants. Le chef-lieu de la commune urbaine de Sikasso, traite avec plusieurs partenaires au développement et est jumelée à Brive la Gaillarde en France. Territoire à vocation agro-sylvo-pastorale, le cercle de Sikasso bénéficie de conditions agro écologiques favorables et de nombreuses potentialités surtout dans le domaine du maraîchage dont la mise en valeur pourrait favoriser le développement économique local. Le cercle regorge d'organisations paysannes de tout type surtout des coopératives maraîchères capable de créer une synergie pour l'économie locale.

Du point de vu mobilisation des ressources propres les résultats d'exécution du compte de gestion de la commune urbaine de Sikasso sur les exercices 2011 et 2012, a concouru à la réalisation d'un résultat excédentaire de 129 888 423 FCFA. Ce résultat est un indicateur en ce qui concerne la viabilité économique de cette commune.

3.3. Déroulement des enquêtes

L'enquête sur le terrain s'est déroulée en 02 phases, la première phase, de novembre à décembre 2014 et la deuxième phase, d'octobre à décembre 2015.

Dans toutes les localités la même procédure a été suivie : la prise de contact, le choix des enquêtés, l'administration du questionnaire et l'entretien.

Au niveau des cercles, l'équipe d'enquête (le chercheur principal, le chercheur associé et les stagiaires) s'est dirigée vers le lieu de travail des différents responsables des services

3.4. Le traitement et l'analyse des données sociodémographiques et économiques

Les instruments utilisés ont été choisis en fonction de la nature des informations à collecter.

Un questionnaire et un guide d'entretien pour la collecte des données socioéconomiques, deux logiciels d'analyse statistique (SPSS 17.0 et Excel 2007).

Les analyses quantitatives (données sociodémographiques) effectuées reposent sur la statistique classique. Il s'agit de méthodes statistiques basées sur l'exploitation d'une seule série de données : les statistiques descriptives (moyenne, coefficient de variation).

Les informations recherchées ont porté sur : les indicateurs sociodémographiques et économiques, la perception des populations sur le processus de décentralisation, l'impact de la réforme sur l'économie locale ; Les organisations paysannes leur fonctionnement, les services rendus aux membres. Toutefois, ces informations doivent être manipulées avec beaucoup de précaution tant le discours des autorités locales comme des populations rurales est souvent imagé et vague.

Ces données d'enquêtes terrains sont complétées et validées par les données recueillies à travers la recherche documentaire, les statistiques au niveau des différents Programmes de Développement Économique Sociales et Culturelles (PDSEC) des communes étudiées.

IV. Résultats et Discussion

4.1. Identification des différents partenaires au développement Commune urbaine de Bougouni

La commune urbaine de Bougouni dispose de plusieurs partenaires au développement

et d'une coopération décentralisée.

Tableau 1 : Partenaires techniques et financiers de la commune

N°	ONG/Programmes et projets	Domaine d'intervention
1	PHV (Programme Hydraulique Villageoise)	Forages, PA-Eau
2	PAAD (Programme d'Appui aux Acteurs de la Décentralisation)	Décentralisation, Renforcement des capacités
3	ACODEP (Appui aux Collectivités Décentralisées pour un Développement participatif)	La promotion de centre d'éducation,
4	CEPID (Cabinet d'Études et Planification des Interventions pour le Développement)	Appui Accompagnement, Formation
5	GADS (Groupe d'Action pour le Développement au Sahel)	La promotion des écoles communautaires, la santé et l'environnement
6	Save the children : ONG (Américaine)	Développement rural, santé et maraîchage
7	PGR (Projet de Gestion Rurale)	Environnement
8	AICO (Appui aux Initiatives Communautaires)	Décentralisation/Gouvernance local ; Éducation, Hygiène/Assainissement, Agriculture ; Crédit d'Épargne, Santé, Environnement.
9	AAOSB (Association pour l'Aide aux orphelins scolaires de Bougouni)	Éducation/Formation ; Lutte contre le trafic des enfants ; Environnement
10	AID/MALI (ASSOCIATION Maliennne d'Intervention et d'Action pour le Développement)	Éducation ; Santé ; GDRN ; Crédit d'Épargne ; Gouvernance démocratique.
11	AFAICO (Association des Formations pour l'Appui aux Initiatives Communautaires)	Formation, Alphabétisation, Développement Rural, Santé
12	HELVETAS MALI	Décentralisation, Assainissement, Éducation,
13	14BULDON	Éducation Santé
14	Right to play	Éducation, Santé, Réhabilitation Assainissement
15	Borne Fonden	Éducation, Santé, Agriculture, Lutte contre la pauvreté
16	Mali Folk Center	Éducation, Santé, Agro- foresterie
17	Institut d'économie rurale	Recherche agricole

Source : Données de l'étude.

➤ **Situation de la finance locale**

Les ressources propres proviennent essentiellement des produits par nature (titre 7 de la nomenclature budgétaire).

Tableau 2 : Mobilisation des ressources sur trois exercices

Éléments	Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016
Solde au :	31/12/13 : -417 593 292	31/12/14 : -413 520 007	31/12/15 : -413 305 531
Section Fonctionnement			
Recettes	237 094 347	278 249 444	314 938 175
Dépenses	223 966 140	273 543 478	305 221 529
Excédents	13 128 207	4 705 966	9 716 646
Déficits			
Section Investissement			
Recettes	38 566 218	25 077 688	24 218 447
Dépenses	47 621 140	29 569 178	22 602 175
Excédents			1 616 272
Déficits	- 9 054 922	- 4 491 490	
Solde au :	31/12/14 : -413 520 007	31/12/15 : - 413 305 531	31/12/16 : -401 972 613

Source : Données de l'étude.

Le tableau ci-dessus retrace la situation financière de la commune sur trois exercices.

L'excédent annuel dégagé par l'exécution du budget 2014 s'est chiffré à **4 073 285 FCFA**.

Le résultat de 2013 repris à la solde d'entrées de 2014 a permis à la réalisation d'un résultat annuel global de **- 413 520 007 FCFA**.

Pour l'exercice 2015, l'excédent annuel dégagé s'est chiffré à **214 476 FCFA**.

Le résultat de 2014 repris à la solde d'entrées de 2015 a permis à la réalisation d'un résultat annuel global de **- 413 305 531 FCFA**.

L'excédent annuel dégagé par l'exécution du budget 2016 s'est chiffré à **11 332 918 FCFA**.

Le résultat de 2015 repris à la solde d'entrées de 2016 a permis à la réalisation d'un résultat annuel global de **- 401 972 613 FCFA**.

Cette commune se trouve confronter à un réel problème de mobilisation, ou de création de ressources propres. D'ores et déjà, la réalisation de fonctionnement et d'investissements planifiés issus du

Programme de Développement Économique Social et Culturel présente un résultat d'évaluation peu satisfaisant, ainsi le développement local est devenu préoccupant pour toute la commune.

➤ **Orientation stratégique de développement**

La vision de développement que les élus, les populations ont de leur commune d'ici 2018 est la suivante : une amélioration du niveau de vie des populations à travers l'accès aux services sociaux de base notamment l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable.

La promotion des activités agricoles, de l'agro- alimentaires, et du secteur privé et local.

La promotion des activités culturelles, artistiques et sportives. Le désenclavement de la commune à travers la création des infrastructures routières et de télécommunication.

Il faut noter que cette vision de développement est conforme à la politique nationale de développement initiée par l'État malien.

Sikasso dispose de plusieurs partenaires au développement et est jumelée à Brive la Gaillarde en France.

Toutefois, il faut noter l'insuffisance de synergie entre les différents acteurs (partenaires techniques et financiers, services déconcentrés de l'État), qui se manifeste par une faible communication et

surtout à cause de l'absence d'un cadre de référence tel que le PDSEC. Ce qui a influé sur leur collaboration.

Commune urbaine de Sikasso

La commune urbaine de Sikasso

Tableau 3 : Partenaires au développement

N°	ONG/Programmes et Projets	Domaines d'intervention	Période
1	Parrainage Mali	Construction de bibliothèques.	2010
2	Parrainage	Appui aux mères indigentes et enfants handicapés (octroi de financement et prise en charge).	2012
3	Association JIGUI	Mobilisation et accompagnement des personnes vivant avec le VIH Sida.	2010
4	ONG ACD	IEC santé de la mère et de l'enfant Lutte contre le trafic des enfants.	2008
5	Mali folk Center	Renforcement de capacités de la société civile les questions environnementales.	2010
6	Kick Start	Promotion de la micro irrigation.	2012
7	GRAT	Appui à la qualité et à l'équité de l'éducation.	2008
8	ORFED	Information, sensibilisation sur la gouvernance Renforcement de capacités (formation) des acteurs locaux.	2009
9	IRED Mali	Alphabétisation.	2010
10	BICE	Alphabétisation des aides ménagères.	2009
11	RIOEV	Appui alimentaire et vestimentaire aux enfants orphelins ou vivant avec le VIH/Sida.	2012
12	Association Kéné Dougou solidarité	Prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH/Sida.	2012

Source : Données de l'étude.

En plus de ces ONG, il existe d'autres partenaires qui appuient la commune dans le cadre du développement. Ce sont :

L'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). Elle intervient dans les domaines de l'éducation de la santé et autres projets) ;

L'État et les partenaires multilatéraux à travers le Fonds National d'Appui aux Collectivités Territoriales, FNACT (ANICT) ;

La ville jumelle, Brive la Gaillarde intervient au niveau de la santé et de l'éducation ;

La Coopération Technique Belge (CTB) : Elle intervient au niveau de l'assainissement et de l'hydraulique ;

Partenariat Santé et Développement Social (PSDS) : la cellule de la coopération suisse intervient dans la santé et le développement social ;

La Coopération Danoise. Elle intervient sur l'hydraulique et l'assainissement

La Coopération Japonaise intervient en matière d'hydraulique ;

L'Agence Française de Développement (AFD) : intervient dans la construction des équipements marchands et de l'hydraulique ;

La Banque Islamique pour le Développement (BID) : intervient dans le domaine de l'éducation.

Les ressources propres proviennent essentiellement des produits par nature (titre 7 de la nomenclature).

➤ **Mobilisation des ressources sur deux exercices**

Tableau 4 : Résultat d'exécution du budget sur deux exercices

Libellés	Exercice 2015			Exercice 2016		
	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture
Investissement	8 571 158	- 12403 179	- 3832 021	8 167 979	-12163509	-3995 530
Fonctionnement	4 931 180	39 225 368	44156 548	32 156 548	101727 405	133883 953
TOTAL	13 502 338	26 822 189	40324 527	40 324 527	89563 896	129888 423

Source : Données de l'étude.

Le tableau ci-dessus retrace la situation d'exécution du compte de gestion de la commune urbaine de Sikasso sur les exercices 2015 et 2016.

- En 2015, les recettes annuelles ont été réalisées à hauteur de **39,15%**, pendant que les dépenses annuelles ont été exécutées à hauteur de **38,04%**. L'excédent annuel qui résulte de l'exécution du budget 2015 s'est chiffré à **26 822 189 FCFA**.

Le résultat de 2014 repris en solde d'entrée 2015 à concouru à la réalisation d'un résultat annuel global de **40 324 527 FCFA**.

- En 2016, malgré une faible exécution du budget de la section d'investissement.

Le résultat de clôture de l'exercice précédent reporté à la solde d'entrées de 2016, a concouru à la réalisation d'un résultat excédentaire de **129 888 423 FCFA**.

En définitive le compte de gestion 2016 malgré une faible exécution du budget de la section investissements. Le résultat de clôture de l'exercice précédent reporté à la solde d'entrée de 2016, a concouru à la réalisation d'un résultat excédentaire de **129 888 423 FCFA**.

➤ **Orientations stratégiques de développement**

La vision de développement que les élus et les populations ont de leur commune est ainsi libellée « En 2018 la commune urbaine de Sikasso serait parmi communes performantes du Mali en matière de développement économique social et culturel ».

IV. Commune rurale de Tiémala-Banimonotié

La commune dispose de plusieurs partenaires au développement et d'une coopération décentralisée.

Tableau 5 : Partenaires de la commune

N°	Noms	Domaines d'intervention	Principales activités	Type d'appui
1	Buldon (BWB)	Infrastructures	Construction d'École	Appui financier
2	Save The Children	Santé maternelle et infantile	Formation	Appui Conseil
3	CMDT	Agriculture	Appui aux producteurs	Appui financier
4	ANICT	Éducation, Santé HydrauliquesRoutes	Construction Réalisation	Appui financier Appui technique
5	Appel	ÉducationHydraulique	Réalisation d'équipements	Appui conseil
6	Association des Ressortissants	Hydraulique Santé	Réalisation d'infrastructures	Appui Financier
7	GRID	Santé, Agriculture Protection de l'environnement	Sensibilisation et information	Appui technique et financier
8	Mali folk center	Environnement Électrification	Appui technique et financier	Appui technique et financier
9	A.I.D. SA	Foresterie Agriculture	Protection de l'environnement Agriculture	Appui technique et financier
10	USAID	Développement communautaire	Activités Génératrice de Revenus	Appui technique et financier
11	CARIL SARL	Études et contrôle des travaux BTP.	Études et contrôle des travaux BTP.	Appui technique

Source : Données de l'étude.

➤ **Mobilisation des ressources**

Tableau 6 : Situation financière de la commune sur l'exercice 2016

Dépenses		Recettes	
Solde au 31 Décembre 2015 : -7 289 202			
Fonctionnement	55 526 516	Fonctionnement	55 957 353
Investissement	2 238 488	Investissement	3 110 490
Total dépenses	57 765 004	Total recettes	59 067 843
Solde au 31 Décembre 2016 : - 5 986 363			

Source : Données de l'étude.

Le tableau ci-dessus retrace la situation financière de la commune sur l'exercice budgétaire de 2016.

En 2016: section fonctionnement

Recettes **55 957 353 FCFA**; Dépenses **55 526 516 FCFA**; Excédent **430 837 FCFA**.

Section investissement

Recettes **3 110 490 FCFA**; Dépenses : **2 238 488 FCFA**; Excédent : **872 002 FCFA**.

Excédent annuel : **1 302 839 FCFA**.

L'excédent annuel dégagé par l'exécution du budget 2016 s'est chiffré à 1 302 839 FCFA. Le résultat de 2015 repris à la solde d'entrées de 2016 a permis à la réalisation

d'un résultat annuel global de- **5 986 363 FCFA**.

➤ **Orientations stratégiques de développement**

La promotion d'une gestion durable des ressources naturelles ;

Le renforcement de capacités pour un plus grand accès aux services sociaux (éducation, santé, eau potable, hygiène et assainissement, emploi, sport, etc.) ;

Le développement des filières porteuses de l'économie rurale (agriculture, élevage, pêche, exploitation forestière) ;

Le désenclavement intérieur et extérieur de la commune par la réalisation des routes et pistes rurales.

Commune rurale de Kléla

La commune dispose de quelques institutions d'appui au développement et d'une coopération décentralisée. Il faut noter la présence de quelques ONG telles que le GRAADECOM, GRAT, ACOD. Programme JEKASY, et l'encadrement de la CMDT. Les institutions de microfinance telles que le Kafo Jiginew, Soro Yiriwaso.

➤ **Mobilisation des ressources**

Les ressources propres proviennent essentiellement des produits par nature (titre 7 de la nomenclature).

Tableau 7 : Résultat d'exécution du budget sur deux exercices

Libellés	Exercice 2015		Exercice 2016			
	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture	Résultat à la clôture de l'exercice précédent	Résultat de l'exercice	Résultat de clôture
Investissement	240 551	285 740	526 291	2 923 014	1 402 355	4 325 369
Fonctionnement		2 396 723	2 396 723		25 775	25 775
TOTAL	240 551	2 682 463	2 923 014	2 923 014	1 428 130	4 351 144

Source : Données de l'étude.

L'excédent annuel qui résulte de l'exécution du budget 2015 s'est chiffré à **1 428 130 FCFA** ; le résultat de 2014 repris en solde d'entrée 2015 à concouru à la réalisation d'un résultat annuel global de **4 351 144 FCFA**.

➤ **Orientations stratégiques de développement**

La politique de développement de la commune s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de développement notamment les deux grandes orientations stratégiques.

Le développement des activités agro-sylvo-pastorales ;

L'exploitation rationnelle des ressources naturelles pour la durabilité des systèmes de production et de la biodiversité, la préservation et la sauvegarde du patrimoine génétique.

5.2. Pistes d'amélioration envisagées dans le cadre de la mobilisation des ressources propres

Selon la perception des enquêtés l'amélioration de la mobilisation des ressources locales passent par :

26% des enquêtés prônent l'implication des leaders communautaires ;

22% le recouvrement correct des TDRL ;

19% la création d'autres ressources pour

d'autres communes.

Selon le rapport final du Secrétariat Général du Gouvernement (mars 2015), le faible taux de recouvrement des TDRL est très souvent imputé aux élus qui lors des campagnes promettent un allègement si non une suppression des impôts et taxes ;

Le taux de recouvrement TDRL des communes étudiées des trois dernières années oscille entre 35 et 56% contre un taux national de 51%.

L'une des plus grandes menaces pour le processus de décentralisation est la prépondérance de ressources financières extérieures dans le financement des collectivités décentralisées. En 2014 et 2015, 93,21% des subventions allouées aux collectivités territoriales provenaient des PTF tandis que la part du financement national ne s'élevait qu'à 6, 79%.

VI. Discussion des résultats

Le taux de recouvrement de la Taxe de Développement Régional Local (TDRL) des communes étudiées à la période d'étude (2014/2016) est le suivant:

- rôles : 2 173 067 743 FCFA ;
- recouvré : 1 216 217 153 FCFA soit 56%.

Total du pays pendant la même période :

- rôles : 8 888 268 961 FCFA ;
- recouvré : 4527 709 156 FCFA soit 51%.

Cela relève que malgré les soldes négatives de - 401 972 613 FCFA sur trois exercices pour la commune urbaine de Bougouni, - 5 986 363 FCFA sur deux exercices pour la commune rurale de Tiémala-banimonotié. La région commence à améliorer sa mobilisation de ressources propres.

Malgré ce résultat encourageant de la région, il faut noter un problème d'assiette fiscale : il y a une faiblesse des dotations de fonctionnement de l'État, et une prédominance des financements extérieurs dans les budgets d'investissement des collectivités territoriales.

Les ressources fiscales octroyées aux collectivités à la faveur des lois de décentralisation sont très faiblement mobilisées.

À la lumière de cette étude et dans l'analyse des enjeux et perspectives, force est de constater qu'il n'existe de lien institutionnel ou fonctionnel entre les OP et les entités territoriales décentralisées partageant le même espace économique et moteur de toute économie locale.

Ce constat démontre le manque ou l'insuffisance d'un cadre de concertation pour élaborer et défendre des points de vue communs et spécifiques pour le développement de l'agriculture le levier de l'économie locale.

VII. Conclusion

L'amélioration de la fiscalité locale et le développement des capacités de mobilisation des ressources propres des collectivités territoriales sont des défis de taille. L'exploitation optimale du potentiel fiscal des collectivités territoriales doit être soutenue par l'appui des services économiques et financiers. Par ailleurs, l'amélioration des mécanismes et méthodes de recouvrement des impôts et taxes est nécessaire. À cela il faudrait ajouter le fonctionnement de la chaîne fiscale par le recours aux conseils de villages et de fractions dans le recouvrement des taxes locales.

Dans ce brouillard de fiscalité locale, un ensemble de mesures à court, moyen et long terme, doit être proposé pour obtenir rapidement un fonctionnement correct de la chaîne fiscale, compenser les moins-values et les pertes fiscales que les collectivités subissent du fait de l'État ou de l'action de ses services.

La viabilité économique des entités décentralisées ne peut être une réalité sans adapter le système fiscal local et les capacités contributives des citoyens aux besoins de financement des collectivités locales.

Pour atteindre ces objectifs deux mesures essentielles peuvent se situer au cœur des initiatives à mettre en œuvre : la maîtrise de la matière imposable et la qualité du recensement fiscal et l'amélioration des procédures de recouvrement dans le

contexte socio-économique et institutionnel existant.

En terme de bilan et perspective, la décentralisation commence à créer des conditions favorables au développement économique local par le renforcement des capacités des acteurs, par le montage et l'exécution des projets adaptés aux réalités et aux besoins des populations.

Sur le terrain le développement local semble se résumer à la réalisation d'infrastructures sociales, certes utiles, mais insuffisantes pour la dynamisation des économies locales qui sont englouties dans l'informel.

VIII. Références Bibliographiques

- [1] ADJIBADE. A.: Collectivités locales et planification régionale. Jan. 90/07 IPD/AOS.
- [2] SANOGO. A.(1996) : Éclatement des associations villageoises. Causes, mécanismes, propositions de solution, Mémoire de fin de cycle, IPR/IFRA de Katibougou, 1996, 32.P.
- [3] CELLULE CSLP(2004): Rapport de la deuxième année de mise en œuvre du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté.
- [4] CELLULE CSLP (2005): Rapport de mise en œuvre du CSLP. Années 2003 et 2004.
- [5] Commune de Sido. Plan de Développement Économique, Social et Culturel 2006-2010.
- [6] KANTÉ. I. (1987) : Économiste planificateur. Note technique : décentralisation et développement local, Novembre 1987, 87/144IPD AOS.
- [7] DIALLO. M. (1986) : Contribution à l'étude des possibilités d'organisation des paysans dans la zone du projet Mali-CILCA Katibougou, Mémoire de fin de cycle IPR, 1986, 44P.
- [8] ORGANISATION VILLAGEOISE et autopromotion paysanne. Bobo-Dioulasso, CESA0, 1982.
- [9] RECEIL DE DOCUMENT sur les tons villageois. Aout 1984.
- [10] RECUEIL DE TEXTES LÉGISLATIFS et réglementaires régissant le mouvement coopératif en République du Mali. Mai 1989.